

Le monde de l'entreprise excédé par l'inertie du gouvernement face à la tempête économique qui s'annonce



Les patrons d'entreprises sont excédés par l'inaction du gouvernement.

Pas d'investisseurs privés donc pas d'emplois et donc pas de croissance. Alors que l'on tourne en rond, les grands acteurs du monde des affaires se mobilisent pour essayer de sauver les meubles et affronter la tempête qui s'annonce.



Avec [Jean-Marc Sylvestre](#)

Jean-Marc Sylvestre a été en charge de l'information économique sur TF1 et LCI jusqu'en 2010.

Aujourd'hui éditorialiste sur i-Télé, il est l'auteur de [Petites leçons d'économie pour ceux qui doutent des promesses qu'on leur fait](#), paru en 2011 aux éditions Flammarion.

Il est également l'auteur du site <http://www.jeanmarc-sylvestre.com/>.

[Voir la bio en entier](#)

Pendant que François Hollande tourne en rond, le monde des affaires se met en ordre de bataille pour affronter la tempête économique qui se prépare. En effet, tout le monde est convaincu que nous allons au devant d'une fronde sociale grave et d'un éclatement de la bulle obligataire qui explosera les taux d'intérêt. **Ceci bloquant toute possibilité de financement.** Si rien ne se passe, c'est le scénario le plus probable que les Européens redoutent pour le printemps ou

l'automne prochain.

Pour tourner en rond, le président de la République a encore cette semaine montré qu'il était un maître de la discipline. Parti en croisade sur les terres de Bourgogne, afin de reconquérir un électorat qui le lâche par grappes entières, ce voyage a été complètement occulté par la couverture médiatique de la météo qui a bloqué pendant 48 heures tout le nord-ouest de la France. L'élection du pape a pris le relais dans les médias. Du coup, l'accueil catastrophique qui lui a été réservé par les populations locales est passé inaperçu, ou presque, sur les écrans de télévision.

Coté action gouvernementale, on retiendra la décision de légiférer très rapidement par ordonnance sur une réforme de toute la politique du logement. L'idée est de répondre très rapidement à un problème urgentissime de logement. **Le gouvernement a enfin compris que le problème n'était pas un problème de prix, (les taux d'intérêt sont historiquement bas) ou d'aides sociales, mais tout simplement un problème d'offre.** Il n'y a pas assez de logements parce que l'on n'en pas construits assez pour répondre à la demande. En augmentant l'offre de logements, le gouvernement espère attirer les investisseurs et faire baisser les prix. **Mais pour augmenter l'offre, il faut débloquer le système, libérer et simplifier les procédures de permis de construire.** Bref, retirer aux maires le pouvoir de blocage absolu qu'ils ont sur les terrains à bâtir. Mais pour mener une politique aussi libérale, le gouvernement ne se voit pas affronter sa majorité lors d'un débat au Parlement et notamment le groupe des écologistes. D'où la procédure des ordonnances.

Parallèlement, l'industrie de la construction qui réclame une telle libération depuis de lustres, y voit un outil de relance générale de l'économie à un moment où les taux d'intérêt offrent des conditions de financement hyper bon marché. Économiquement, ça se tient. Politiquement, la droite ne s'y opposera que pour le principe, et les verts finiront par avaler le morceau. C'est le pari du Président.

Cela étant, la trajectoire générale est quand même difficile à suivre.

A Bruxelles, lors du Conseil européen, consacré aux affaires économiques, les choses ont été plus difficiles. François Hollande a certes obtenu dans la nuit de jeudi, l'autorisation de reporter à l'année prochaine l'objectif de ramener le déficit à 3%, mais personne n'est dupe.

Surtout, ce qui passe mal, ce sont les commentaires allant jusqu'à dire que la France avait trouvé un bon équilibre entre la nécessité de soutenir la croissance et d'assainir les finances publiques, ont agacé tout le monde. Quand il a ajouté que la France était sans doute le meilleur élève de l'Europe en matière de politique budgétaire, Angela Merkel n'a rien répondu, mais son ministre de l'Économie et le président de la Bundesbank se sont mis en colère. *"Le budget allemand est à l'équilibre, lui, la croissance n'est pas tombée et le chômage est trois fois moindre qu'en France"*. Sous entendu l'Allemagne n'a pas de leçons à recevoir. Du côté de Bercy, chez Pierre Moscovici qui passe son temps à amadouer les autorités européennes, on estime en effet qu'il ne faut pas trop provoquer les Allemands, et de reconnaître au passage que si les taux d'intérêt appliqués à la France sont aussi avantageux c'est bien parce que l'Allemagne nous apporte sa garantie et son triple A.

Sur le front des affaires, les grands patrons sont de plus en plus gênés par le double langage. *"On ne peut pas indéfiniment dire à l'international que la France est un bon élève, qu'elle va faire des réformes de fond et ne pas les faire. Il va arriver un moment où les marchés vont craquer. Les marchés savent que le taux de chômage crée une situation sociale extrêmement tendue. Les marchés savent que la réforme portant amélioration de la compétitivité des entreprises passe par une usine à gaz, le crédit d'impôt, qui ne produira pas d'effet dans l'immédiat."*

Les marchés, les économistes et les chefs d'entreprise ne comprennent absolument pas pourquoi François Hollande continue d'expliquer que *"dès qu'il y aura de la croissance, les déficits publics et les déficits sociaux commenceront à se résorber"*. C'est forcément vrai, les déficits se creusent aussi parce qu'il n'y a pas de recettes, mais cette idée qu'il va falloir attendre que la croissance nous tombe du ciel est absurde. On pourrait certes profiter de la croissance des autres (l'Allemagne en profite bien), mais pour en profiter il faut se mettre en position. Il faut créer un écosystème qui permette d'attirer les investisseurs privés. **Or les investisseurs privés boudent la France pour**

toutes les raisons qu'on connaît. Donc pas d'emplois. Donc pas de croissance. La boucle est bouclée et on tourne en rond. La croissance ne tombe pas du ciel et n'arrive pas par hasard. Il faut la fabriquer.

Dans ce climat où les perspectives sont actuellement bouchées, on assiste à une mobilisation générale des grands acteurs du monde des affaires pour essayer de sauver les meubles et affronter la tempête annoncée pour le printemps prochain.

L'offensive patronale se déploie désormais sur deux fronts.

Première offensive en direction de l'international. Les grands groupes du CAC 40 confortent de plus en plus leurs positions à l'étranger dans les pays émergents de l'Asie, de l'Amérique du sud, et maintenant de l'Afrique considérée comme le prochain eldorado. Véolia, Suez, EDF, Total, Areva, Renault, Essilor mettent le paquet comme jamais. Ils sont épaulés et suivis par les institutions financières françaises qui, quoi qu'on dise, se sont bien sorties de la crise. Le rapprochement de Christophe de Margerie (Total) et de la BNP, par exemple, a fait beaucoup jaser cette semaine mais rien de plus légitime que les grands groupes français se donnent la main pour aller chasser les terres exotiques.

La deuxième offensive porte sur l'hexagone où tout le monde cherche à se protéger des affres de l'administration ou des incertitudes réglementaires et fiscales. Les milieux d'affaires n'ayant pas compris quelle était la stratégie de politique économique du gouvernement, ils essaient d'en minimiser les risques. Par exemple, ils se méfient de ce que va faire l'État avec la Banque Publique d'Investissement. Ils ont confiance dans le président de la Caisse des Dépôts, Jean-Pierre Jouyet mais ont été inquiets de la nomination de Ségolène Royale à la vice-présidence. Ce n'est pas par hasard si deux membres éminents du monde des affaires ont choisi discrètement de quitter les instances de la Caisse des Dépôts, Denis Kessler (la SCOR) et Patricia Barbizet, numéro 2 du groupe PPR. Et ce n'est pas fini.

Autre exemple, et tous les chasseurs de tête le confirment, les grandes entreprises sont dans l'incapacité d'embaucher des dirigeants étrangers tant que les perspectives fiscales ne seront pas clarifiées. Donc ils s'arrangent pour créer des coquilles fiscales à Londres, Bruxelles ou Luxembourg, mais ça fait désordre.

Le théâtre qui agite le plus le landerneau patronal, c'est évidemment le Medef. On en saura davantage lundi. Mais si le Medef cristallise ainsi autant d'ambitions, c'est parce que le monde de l'entreprise qui est très hétérogène a besoin de se regrouper pour exercer un contre-pouvoir efficace. A priori, Laurence Parisot aura beaucoup de mal à se faire réélire.

Elle a besoin d'une modification des statuts pour pouvoir se représenter à nouveau. Son deuxième mandat s'achève le 1er juillet et normalement les statuts lui interdisaient d'en briguer un troisième. C'est pour cette raison qu'elle a saisi à la mi-janvier le comité statutaire du mouvement patronal pour examiner une révision des règles.

Le comité des sages doit rendre un avis Lundi. Si les sages préconisent une refonte des statuts, le comité exécutif devra la valider à la majorité de ses 45 membres lors d'une réunion extraordinaire au début du mois d'avril. Mais si on en croit le pointage des uns et des autres, Laurence Parisot aura du mal à obtenir gain de cause. Le patronat est certes très divisé, certains ne sont pas contre une modification des statuts mais pas au bénéfice de Laurence Parisot, car ils restent assez hostiles aux manœuvres politiciennes de la présidente. D'autant que la campagne s'est ouverte sur fonds de polémique.

Les ressorts et les enjeux de cette campagne sont importants pour les chefs d'entreprise.

D'abord parce que le Medef est appelé à jouer par la force des choses un rôle de plus en plus important dans la négociation paritaire. Le gouvernement va se décharger sur les partenaires sociaux de la mission de faire le droit social. Or, le bilan de Laurence Parisot ne fait pas l'unanimité chez les patrons. On lui reproche d'avoir trop collé à la roue du pouvoir politique, d'avoir exercé ses mandats de façon trop personnelle, par ailleurs, de ne pas avoir joué en faveur de l'industrie mais

des services. Or ce dont, on a besoin désormais c'est de renforcer l'industrie et l'innovation.

C'est pour cette raison que les deux candidats qui semblent avoir le plus, le vent en poupe, ce sont Geoffroy Roux de Bézieux (le patron de Virgin Mobile) et Pierre Gattaz (désormais patron reconnu performant de Radiall, l'entreprise qui avait été fondée par son père). L'un comme l'autre défendent une conception assez offensive de l'organisation patronale. L'un comme l'autre se battent pour plus de compétitivité sur ses trois composantes (moins de fiscalité sur le travail, plus de flexibilité et moins de coût sur l'énergie).

Le débat dans les fédérations professionnelles est assez tendu et on attend de voir ce que décidera l'UIMM, c'est la fédération de la métallurgie, la plus puissante, la plus riche, la plus immergée dans le débat de politique économique, l'UIMM a une revanche à prendre. L'arrivée de Laurence Parisot, sponsorisée et soutenue par la fédération des services, (la banque et l'assurance) a laissé croire qu'une économie pouvait vivre sans usine, pour reprendre l'expression malheureuse de l'ancien président d'Alcatel.

On s'aperçoit qu'aujourd'hui rien n'est plus faux. Un patronat moderne dans la mondialisation a besoin d'une industrie à haute valeur ajoutée. Ce qui fait la force de l'Allemagne c'est son industrie. La Grande Bretagne elle-même, assoie son redressement sur le redressement de son potentiel industriel. Apparemment l'UIMM aurait un homme à présenter. Frédéric Saint-Geours qui était le directeur des marques de PSA, devrait quitter ses fonctions à la direction générale de PSA pour devenir un simple chargé de mission auprès du président. C'est le signe qui ne trompe personne. Frédéric Saint-Geours, sera donc candidat. La question est de savoir si le patronat français a besoin d'un homme comme lui. Alors qu'il n'est pas encore candidat, beaucoup lui reprochent déjà son passé de grand commis de l'État (ENA).

La Confédération générale des petites et moyennes entreprises que préside Jean-François Roubaud, ou le très actif CJD, le Centre des jeunes dirigeants qu'anime Christophe Praud sans parler de Croissance Plus ou même des "pigeons", on souhaiterait une solution un peu plus agressive.

"Ce dont on a besoin, c'est d'un combattant de l'entreprise, pour restaurer la confiance dans la PME, la prise de risque. Un 'Seillière', mais qui ne serait ni baron, ni héritier, ni aussi riche et un peu plus jeune ..." Pas facile, la quadrature du cercle. Sauf que la situation économique mérite bien un débat sur la place de l'entreprise dans la société.